



Sommaire

Gabon

2 ans après l'élection d'Ali Bongo Ondimba

Entretien avec

Jean-Pierre Cantegrit

Sénateur des français hors de France

Sao Tome

Cohabitation et attente du pétrole

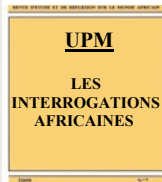
Cameroun, RDC, Sénégal

Élections présidentielles stratégiques

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescachiersdelafrique.fr

CÔTE D'IVOIRE



Lent retour à la paix civile

La Côte d'Ivoire retourne à la paix civile et à l'activité. Mais elle n'y parvient que lentement. Il faut dire qu'elle revient de loin : la partition de fait entre le nord et le sud qu'elle a subie pendant près de huit ans, a laissé des traces ; les combats des derniers mois aussi ; beaucoup de réfugiés, qui ont alors quitté Abidjan et sa région, ne sont pas revenus ; dans la capitale même, des chefs de guerre victorieux contrôlent des quartiers, probablement davantage pour leur compte que pour celui du gouvernement.

Une reprise en main des chefs de guerre et de leurs troupes est urgente. Elle conditionne le succès de la politique de réconciliation voulue par le Président Ouattara. Elle nécessite, entre autres, des moyens financiers, soit pour recruter ces hommes dans les forces régulières de la République, soit pour leur verser des pécules de réinstallation dans leur région d'origine. Les pays partenaires et le Secrétaire général des Nations Unies, dont le représentant spécial à Abidjan vient de changer, ont le devoir d'y aider.

É D I T O

Le procès Moubarak

Le procès Moubarak, inimaginable il y a quelques mois, manifeste la vitesse à laquelle évolue l'histoire en Égypte. Il illustre aussi la relative imprévisibilité de cette évolution, tant les forces qui la provoquent sont diverses et peuvent varier. Les conséquences pour le proche et le Moyen Orient et pour la Méditerranée sont en tout cas considérables.

Déjà les monarchies du golfe d'un côté et le gouvernement israélien de l'autre, s'inquiètent de la disparition d'un partenaire qui leur convenait. Déjà celles des puissances d'Europe occidentale qui

voyaient en lui un interlocuteur privilégié pour une coopération en Méditerranée, doivent changer leurs plans.

Quant aux stratèges de Washington, ils constatent une fois encore, et cette fois ci sur la rive méditerranéenne de l'Afrique, qu'ils ne sont pas parvenus à maintenir en place un régime qu'ils soutenaient quasiment sans condition. Une situation qui ne peut qu'inquiéter leurs autres protégés plus ou moins en difficulté dans le monde.

Dans ce contexte, le nombre augmente chaque jour de ceux qui souhaitent que viennent des propositions nouvelles, sur la possibilité et la manière de reprendre l'ensemble de la problématique méditerranéenne, entre méditerranéens seulement, dans le souci dominant de la paix, de la négociation et de la coopération.

SAO TOME

Manuel Pinto da Costa, a remporté le 7 août avec une nette avance le deuxième tour de

Pinto Da Costa président

l'élection présidentielle. Candidat indépendant, il était arrivé en tête du premier tour.

GABON

Deux ans après l'élection d'Ali Bongo Ondimba

La célébration, le 17 août de la fête nationale gabonaise a été l'occasion de faire le point sur la situation du pays et particulièrement sur l'action imprimée au Gabon par le Président Ali Bongo Ondimba deux ans après son élection.

Il est clair aux yeux de tous, au Gabon comme à l'étranger, que l'élection d'Ali Bongo Ondimba a marqué l'ouverture d'une nouvelle période qui porte la marque d'un fort changement dans la continuité.

La continuité

La continuité est notamment dans l'affirmation de l'attachement au progrès démocratique, au développement économique et social, à la paix intérieure et extérieure, et d'une manière générale à la coopération internationale sans exclusive.

Le changement

Le changement est dans la volonté déclarée dès la campagne électorale :

« faire du Gabon en moins de quinze ans un pays émergent »

A cette fin Il s'agit d'abord de valoriser les matières premières gabonaises (notamment hydrocarbures, manganèse et bois), par leur transformation industrielle sur place, et permettre ainsi des exportations à forte valeur

ajoutée. Il s'agit plus largement de diversifier l'économie nationale, en mettant notamment l'accent sur les activités de service dont le développement comme d'ailleurs celui des industries ira de pair avec la valorisation des ressources humaines du Gabon, à travers l'enseignement et la formation technique. L'objectif est de développer des pôles de référence, notamment dans les services financiers, les nouvelles technologies de l'information, les métiers de la santé, de l'enseignement supérieur et de l'économie verte.../



Ali Bongo Ondimba à Libreville

GABON**Deux ans après l'élection d'Ali Bongo Ondimba (suite)****Le Gabon vert**

Le Gabon vert est remarquablement doté pour une politique d'avant-garde en matière de conservation de la nature comme de valorisation du capital naturel. Ce capital est exceptionnel : 22 millions d'hectares de forêt, un million d'hectares de terres agricoles, un puissant système hydrographique, 800 kilomètres de littoral maritime, et déjà 12 parcs nationaux et une action déterminée de protection des espèces animales et végétales, et d'organisation d'un écotourisme qui pourrait être exemplaire.

Les grands travaux structurants

Le nouvel élan que les Gabonais veulent donner à leur développement économique et social nécessite des grands investissements structurants intéressant les diverses parties du pays. Ils concernent l'énergie électrique (Barrages hydro électriques et

centrales au gaz), les ressources en eau, les routes, et les infrastructures portuaires, dont notamment la construction du port en eau profonde de Mayumba, qui servira de débouché maritime à tout le sud du pays. Parmi les projets qui ont été identifiés dans chaque secteur, certains sont déjà en cours de réalisation. Les uns et les autres

sont placés sous la tutelle du ministre de

l'aménagement du territoire et des grands travaux. Ils sont confiés à une Agence Nationale des Grands travaux, qui travaille avec le contrôle technique d'une Société nord américaine spécialisée et particulièrement compétente en la matière.

La signification sociale

La marche vers l'émergence nécessite la participation des populations, dans tous les sens du

terme, c'est-à-dire la participation à l'effort et au travail et la participation au progrès. L'accroissement de l'activité ne peut qu'être favorable à l'emploi à tous les niveaux avec les conséquences qui en résultent pour ceux qui travaillent et pour leur famille. Le développement de l'enseignement et de la formation technique s'y rattachent.

Le gouvernement entend favoriser dans le

même esprit des programmes sociaux à large effet. L'un des plus ambitieux est celui du renforcement progressif de l'assurance maladie, appuyée sur les contributions publiques et privées. Des programmes de logements sociaux particulièrement attendus par les populations urbaines à commencer par celles de Libreville, sont en voie de lancement.

L'objectif, les moyens et le temps

L'ambition et la complexité de l'objectif nécessitent des moyens financiers. Les autorités gabonaises disposent effectivement de ressources qui leur permettent d'engager et de mener à bien les projets, et savent qu'elles peuvent compter en outre sur la coopération publique internationale, ainsi d'ailleurs que sur des partenaires investisseurs privés des pays développés et des pays émergents.

Évidemment, il faudra du temps pour que les actions engagées ou à venir portent tous leurs fruits. Mais l'engagement du Chef de l'état et de son gouvernement, l'esprit d'initiative des Gabonais, leur ouverture à la relation internationale, et la paix civile qui caractérise leur société, donnent au Gabon toutes les chances de réussir.

**3 questions à****Jean-Pierre Cantegrit**

Le sénateur Jean-Pierre Cantegrit, Sénateur des Français établis hors de France, et Président du Groupe d'amitié parlementaire France-Afrique Centrale du Sénat, est également Président de la Caisse des Français de l'Étranger (CFE). Il évoque pour la Lettre d'Afrique le rôle de la CFE.

La lettre de l'Afrique :

Quelle est la mission de la Caisse des Français de l'Étranger dans le monde et en Afrique ?

Jean-Pierre Cantegrit :

Proposer aux Français établis hors de nos frontières, à titre volontaire, la même Sécurité sociale qu'en France, c'est la vocation première de la CFE. L'offre de couverture sociale, qui est la même pour tous les pays du monde, comporte une assurance maladie-maternité, et pour les salariés une assurance vieillesse et accidents du travail. En Afrique, c'est l'assurance maladie qui attire plus particulièrement l'intérêt de nos compatriotes.

Au plan juridique, la CFE est une caisse de Sécurité sociale, placée sous tutelle des ministères en charge de la Sécurité sociale et en charge du Budget, qui en définissent les règles de fonctionnement. Les prestations qu'elle sert sont les mêmes que celles du régime général, mais le dispositif de cotisations, lui, est particulier. La CFE est financièrement autonome, elle a donc l'obligation

d'équilibrer ses comptes : ce qui a toujours été le cas depuis sa création en 1978.

LLA : Quelle population la Caisse des Français de l'Étranger couvre-t-elle plus spécifiquement en Afrique ?

Jean-Pierre Cantegrit :

Le continent africain rassemble la plus importante part de nos adhérents. En effet, presque 40 000 adhérents sont établis dans des pays d'Afrique, ce qui représente près de 40 % des effectifs de la CFE. Le Maroc en accueille en nombre important, mais c'est également le cas de la Tunisie, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire ou encore du Gabon.

La population couverte en Afrique est essentiellement composée de salariés. C'est le cas de 64 % des adhérents de ce continent. Cela dit, la population d'assurés y est relativement âgée : l'Afrique concentre la plus importante part d'adhérents retraités à travers le monde, amenant l'âge moyen à 50 ans. Ces adhérents sont principalement installés au Maghreb, en particulier au Maroc où ils sont nombreux à souhaiter passer leur retraite, notamment pour des raisons de pouvoir d'achat.

LLA : Les complémentaires santé interviennent-elles à vos côtés et avez-vous des accords avec ou sans elles avec les établissements de soins en Afrique ?

Jean-Pierre Cantegrit :

Construite sur les mêmes principes que la Sécurité sociale en France, la CFE propose une assurance de base qui a vocation à être « complétée » par des assurances complémentaires ou mutuelles.

Depuis longtemps, la CFE a noué des accords avec des assureurs complémentaires, du secteur privé ou mutualiste. Certains accords ont même été renforcés pour proposer aux assurés des produits packagés complets avec un guichet unique.

Les accords avec les établissements de soins hors de France ont pour objectif d'offrir le bénéfice du tiers payant aux assurés de la CFE en cas d'hospitalisation dans un de ces établissements. L'assuré n'a donc pas à faire l'avance intégrale des frais. Ces accords sont complexes et n'associent pas les mutuelles à ce jour. C'est en Afrique, et notamment au Maroc, que la CFE a négocié le plus grand nombre d'accords : 11 en tout.

SAO TOME & PRINCIPE

EN COHABITATION ET EN ATTENTE DU PETROLE

L'élection de Manuel Pinto da Costa à la Présidence de la République place Sao Tome en position de cohabitation. La constitution confère l'essentiel du pouvoir au Premier Ministre. Sous réserve que la majorité parlementaire sur laquelle il s'appuie reste stable.

L'enjeu central reste celui du développement économique et social, conditionné aujourd'hui comme hier par l'arrivée des ressources pétrolières, annoncées mais encore en attente.

Élu pour cinq ans, avec 52% des suffrages au deuxième tour, Manuel Pinto da Costa effectue un retour remarqué à la présidence de la République qu'il avait perdue il y a vingt ans. Ses deux dernières tentatives avaient échoué. La dernière a réussi. Arrivé en tête du premier tour en tant que candidat indépendant, avec 36% des voix et une confortable avance sur le Président de l'Assemblée nationale soutenu par le Premier Ministre, il a remporté le deuxième tour sans discussion possible. Il a bénéficié des

désistements des candidats éliminés au premier tour, sans d'ailleurs que leurs appels en sa faveur provoquent le raz de marée que l'on a entre les deux tours envisagé.

Le Premier Ministre Patrice Trovoada, qui a soutenu la candidature du Président de l'Assemblée, reste détenteur de l'essentiel du pouvoir, conformément à la constitution. Installé en 2010 au lendemain des élections législatives que sa coalition a remportées, il a encore quatre ans devant lui, jusqu'aux

« *Le grand défi reste celui du développement économique* »

prochaines élections législatives, sous réserve bien entendu que sa coalition reste homogène.

Le grand défi pour l'archipel, pour son peuple et pour ses dirigeants, reste naturellement celui du développement économique et social. Indépendant depuis seulement 36 ans, le pays est petit (1100 km²) peu peuplé (200.000 habitants), isolé dans le golfe de Guinée à 200 kilomètres du continent africain, et ne dispose que d'une économie faible reposant sur une agriculture par défi



nition peu étendue et où seul un cacao de qualité fournit quelques recettes d'exportation.

Le changement est attendu et peut effectivement venir de l'exploitation à venir des champs pétroliers sur lesquels le pays a des droits. Il s'agit pour l'essentiel de ceux qui se trouvent dans le golfe de Guinée, entre Sao Tomé et le Nigeria et dont les deux pays ont prévu de partager les revenus, à l'avantage du Nigeria d'ailleurs. Il s'agit d'autre part de l'exploitation également à venir des champs identifiés à l'intérieur de l'espace situé entre l'île de Sao Tomé et l'île de Principe.

Chacun doit souhaiter que le beau peuple de Sao Tomé et les dirigeants expérimentés qu'il s'est donné, puissent au plus vite bénéficier du nouveau mieux être qui leur est promis.

CAMEROUN, RDC, SÉNÉGAL

Trois élections présidentielles stratégiques

La fin de l'année 2011 et le début de 2012 vont voir de nombreuses élections en Afrique. « La Lettre de l'Afrique » en signale trois qui concernent des pays stratégiques sur la carte de l'Afrique : le Cameroun, la République Démocratique du Congo, et le Sénégal.

C'est au Cameroun que devrait commencer la série, l'élection étant prévue pour Octobre. Mais on ne sait pas encore si le vote pourra effectivement avoir lieu dans les délais, ou si pour quelque raison technique, il faudra le retarder de quelques semaines ou quelques mois. Derrière cette incertitude d'ailleurs toute relative, se profile l'incertitude majeure des intentions du Président Paul Biya. Va-t-il se porter une nouvelle fois candidat ? Ou va-t-il encourager une autre candidature parmi ses proches ? La seule forme de cette alternative montre en tout cas que tout dépend d'abord de lui, et que s'il se présente à nouveau, il a toutes les chances d'être réélu.

C'est au tour ensuite des électeurs de la République Démocratique du Congo (RDC) de voter en Novembre. Ici pas d'incertitude sur les intentions du Président Kabila, qui a déjà fait connaître sa décision de demander un nouveau mandat. Le parti majoritaire lui a dans la foulée donné l'investiture.

Les opposants sont et seront certainement nombreux et actifs, mais ils sont divisés, et Joseph Désiré Kabila apparaît à la fois électoralement mieux préparé et stratégiquement le mieux placé pour assurer l'unité de cet immense pays, et par là même la paix civile. Les partenaires étrangers occidentaux ne dissimulent pas leur intérêt pour une telle stabilité.

Au Sénégal, où l'élection est prévue en février 2012, les choses vont autrement, car la question de la succession est ouverte. Le Président Wade s'est efforcé de la préparer dans des conditions qui auraient permis l'arrivée au pouvoir suprême de son fils, Karim Wade, actuellement détenteur du plus gros portefeuille du gouvernement. Il a tenté de faire modifier la constitution, afin de permettre que le candidat à la présidence se présente en « ticket » avec un candidat à la Vice Présidence qui aurait droit de succession, à l'américaine, dans le cas où le chef de l'état viendrait pour une raison ou une autre à quitter ses fonctions. Le projet disposait aussi que l'élection était acqui

se au premier tour au « ticket » qui obtiendrait 25% des suffrages. Mais devant les violentes manifestations suscitées par ce projet de réforme, le Président Wade y a renoncé. Il a peu après envisagé d'avancer l'élection présidentielle à l'automne, puis devant les protestations n'a pas donné suite. Les opposants susceptibles de se porter candidats sont nombreux, ce qui entraîne pour eux ou en tout cas pour certains d'entre eux, la nécessité de s'unir. Parmi les candidats nationalement et internationalement les plus en vue, figurera probablement Jacques Diouf, ancien ministre du Président Senghor, et actuel et très remarquable directeur général de la FAO.



Paul Biya, Joseph Kabila, Abdoulaye Wade

La chine en Afrique

Revue Dounia, coordination André N. Musungaie et Jok O. Ukwelo, 2011

L'influence de la Chine dans le monde est déjà significative. En ramenant la problématique de cette influence aux relations entre la Chine et les pays africains, plusieurs questions s'imposent. Quelles seraient les intentions réelles de la Chine dans ce rapprochement qualifié de *win-win* (gagnant-gagnant) avec l'Afrique ?

Pourquoi, alors que l'Afrique semblait délaissée par les grandes nations, est-

elle si importante pour la Chine ? La culture chinoise est-elle compatible avec celle des peuples africains ?

La faim tue

Jean Feyder, L'Harmattan, 2011

La faim tue, chaque jour, 25000 personnes. Jean Feyder analyse les causes profondes de cette crise et les stratégies erronées mises en place.

Il préconise un autre modèle de développement que celui proposé par les organisations financières internationales, en réservant la priorité à une agriculture

vivrière et durable s'appuyant sur une régulation adéquate des marchés.

Que vivent les femmes d'Afrique ?

Tanella Boni, Karthala, 2011

Dans une mosaïque de situations multiples, Tanella Boni nous offre ainsi un tableau contrasté des femmes africaines, comme le sont elles-mêmes les Afriques. Un avenir s'y dessine, celui du courage et de la recherche d'un destin qui ne soit pas écrit de toute éternité.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Maghreb****• Tunisie**

Vingt-neuf personnes ont comparu devant le tribunal de Tunis. Parmi elles, des sœurs ou des neveux de Leïla Trabelsi, l'épouse de Zine el-Abidine Ben Ali ;

• Libye

Après de violents combats, les rebelles se sont emparés du quartier général de Kadhafi à Tripoli ;

Afrique subsaharienne**• Côte d'Ivoire**

Le président Alassane Ouattara a fait signer à ses ministres à Abidjan une « charte éthique » qui vise à moraliser la vie publique et à rompre avec la corruption érigée,

• Somalie

Chiffres effroyables sur la mortalité infantile ; Un enfant sur dix âgé de moins de cinq ans meurt toutes les onze semaines ; Près de la moitié de la population, soit 3,7 millions de personnes, sont à présent menacées par la famine, selon le représentant spécial de l'ONU

• Tchad

Démission du premier ministre Emmanuel Nadingar et du gouvernement ; deux jours après l'investiture du président Idriss Deby Itno lundi pour un quatrième mandat.

• Soudan

La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a réclamé une enquête de l'ONU sur les informations "alarmantes" en provenance de l'Etat soudanais du Kordofan-Sud, qui font état d'exécutions sommaires et de violations massives des droits de l'Homme.

**Forum régional de développement de la pêche en Afrique à Adis Abeba - Juillet 2011**

La deuxième réunion des acteurs du Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie de la FAO pour la pêche et l'aquaculture en Afrique s'est tenue à Addis-Abeba avec, selon ses initiateurs, la ferme intention de donner un coup de pouce décisif à l'industrie de la pêche en Afrique au cours des cinq prochaines années.

Le premier objectif de ce programme de cinq ans est de fournir un appui financier aux États africains et de renforcer leurs capacités pour leur permettre de donner toute l'attention que mérite ce secteur, a indiqué la FAO.

Plus de dix millions de personnes dépendent de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation des produits de la pêche sur le continent.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.